

Société | Mobilisation pour sauver les locales de France 3

La direction de France télévisions a décidé de supprimer les 16 éditions locales du réseau national de France 3. Les journaux télévisés de 7 minutes, diffusés chaque soir à 19h15, et dont les contenus sont élaborés depuis les antennes de la Rochelle, de Pau, de Bayonne, de Brives et de Périgueux sont amenées à disparaître. Mercredi, la majorité des salariés de ces locales étaient en grève. L'heure est à la mobilisation, particulièrement à Bayonne où l'édition est très suivie et à Périgueux. Concernant France 3 Périgords et Euskal Herri, deux pétitions en ligne ont déjà rassemblé plus de 5 500 signatures.

"De près on se comprend mieux", c'est le slogan de France 3 et de ses locales dans toute la France. Un slogan qui va perdre tout son sens en Nouvelle-Aquitaine. A France 3, on a compté jusqu'à 44 locales avant d'en fermer ou de remanier certaines ces dernières années. D'ici le début 2018, les éditions locales de France 3 sont amenées à disparaître. En Nouvelle-Aquitaine, les téléspectateurs pourraient assister à la disparition de l'édition Atlantique à la Rochelle, Euskal Herri Pays Basque à Bayonne (une des plus anciennes et des plus suivies), Pau Sud Aquitaine à Pau, Pays de Corrèze à Brives et Périgords à Périgueux. Dans les antennes concernées par ces fermetures, l'heure est à la mobilisation. La majorité des personnels de ces locales étaient en grève ce mercredi en attendant le résultat du Comité d'entreprise prévu le jour même à Paris.

Le Pays basque a déjà mal de son journal

Comme en de nombreux lieux d'Aquitaine, la menace, en 2018, de la suppression de l'édition locale du journal d'Euskal Herri, qui entre séquences et magazines a permis à l'euskara de retrouver une place honorable en son propre pays, a été particulièrement ressentie au Pays basque. Depuis Paris où, comme tous les chefs d'antennes locales, elle était convoquée, Hélène Harté, aura pu démontrer à sa direction l'impact de l'information des sept minutes du journal quotidien de France 3 Euskal Herri. Outre les élus, de Mouguerre à Saint-Jean-de-Luz en passant par Anglet, ils étaient venus en nombre s'associer aux craintes de nos confrères de voir disparaître ce rendez-vous quotidien. Avec en tête, le président du Conseil départemental Jean-Jacques Lasserre et le président de la jeune Communauté Pays basque et maire de Bayonne Jean-René Etchegaray qui interprète cette décision comme une contradiction majuscule. D'autant que c'est en Lorraine et au Pays basque qu'ont été diffusés les premiers journaux télévisés locaux dans les années 80 en raison de la spécificité de ces deux régions. Sandrine Derville, vice présidente, commentait "Nous ne pouvons accepter la disparition de cette information de proximité, indispensable pour les habitants et le Pays Basque à l'heure où il nous faut accorder plus de considération aux territoires locaux, et quelques mois après la création de la Communauté Pays Basque. Cette décision est

totallement incohérente et ne peut être acceptée."

France Télévision souhaitant économiser 50 millions d'euros a choisi la suppression de ces éditions locales -comme celle du Béarn voisin- au prétexte de la création de la Nouvelle-Aquitaine mais aussi des nouveaux moyens de diffusion de l'information... qui transformeraient les journalistes basques en correspondants et prestataires de service les privant ainsi du lien privilégié qu'ils ont installé dans ce territoire.

Devant des centaines de téléspectateurs serrés comme des sardines sur les marches de la Chambre de commerce et d'industrie de Bayonne -où France 3 Euskal Herri a ses locaux-, quatre confrères parmi des 21 salariés de la chaîne arborant une affichette sur laquelle était écrit en lettres rouges "Ez Hunki" (N'y touchez pas) ont pris la parole pour exprimer leur dépit: "Cela a été un coup de massue pour nous", expliquait la journaliste Stéphanie Deschamps qui est également déléguée du personnel. A Bayonne notre émission et très regardée et soutenue". "Si ce journal disparaît, c'est une partie du Pays basque que l'on raye définitivement de la carte", ré-enchérisait le journaliste bascophone René Garat.



"Les Périgourdiens ont tout à perdre" A Périgueux, on a comptabilisé une centaine de personnes, des élus de tous bords, des téléspectateurs attachés à leur journal. L'édition de 19h15 de France 3 Périgords pourrait être supprimée dès janvier 2018. L'information locale en Dordogne sera désormais résumée à l'information régionale. " Les Périgourdiens ont tout à perdre. En moyenne, 5 reportages consacrés à la Dordogne sont diffusés chaque jour. Demain, un ou deux reportages maximum seront inclus dans le journal régional. C'est une perte de 780 sujets périgourdiens, résume Emilie Bersars, journaliste. L'antenne de Périgueux emploie 11 personnes dont 7 journalistes. "Dans l'immédiat, il n'y a pas de crainte pour nos emplois, mais le poste de secrétaire de rédaction est vacant depuis plusieurs mois. Il est remplacé par des jeunes en CDD, qui font de leur mieux. On peut être inquiet tout de même, car dans le Cher, l'édition Berry a été supprimée l'an dernier. Sur les 8 journalistes et les deux monteuses qui constituaient l'équipe initiale, il reste 5 journalistes et un monteuse actuellement. Les nombreux CDD régulièrement utilisés par France télévisions peuvent être inquiets pour l'avenir. Eux n'auront plus de missions, ajoute Clémence Rouher, journaliste.

La direction justifie ces fermetures par le fait que ces éditions locales aujourd'hui ne touchent qu'entre 40 % au pire et 60 % au mieux de la population de leur bassin. Car avec l'arrivée des émetteurs de la TNT, la multiplication des « box » et des antennes satellites, les éditions locales ont perdu au fil des ans une grande partie de leur public. "Notre direction n'a jamais voulu investir dans les moyens de diffusion, pour des raisons financières, notamment étudier la solution de faire « monter » les locales sur box et satellite, comme le sont les 24 éditions régionales", précise un membre de l'équipe périgourdine. Seuls les foyers équipés de l'antenne rateau peuvent recevoir l'édition locale.



Les onze salariés de France 3 Périgords ont reçu le soutien des quatre députés de la Dordogne, de nombreux élus de tous bords et du président du Conseil départemental. Germinal Peiro a écrit à Delphine Ernotte, présidente de France télévisions. Il indique que " dans un territoire rural, un service audiovisuel public de proximité est essentiel " et rappelle que le Département de la Dordogne a investi 1 million d'euros pour rendre l'antenne perenne dont 690 000 euros dans le centre départemental de la communication, où est installé l'équipe de France 3 Périgords depuis juin 2003.

Félix Dufour et Claude-Hélène Yvard

Crédit Photo : FD

Publié sur aqui.fr le 27/09/2017

[Url de cet article](#)